



## Contribution

### Osons Remettre l'humain au cœur du développement par l'éducation

Nous devons remettre l'humain au cœur du développement économique pour retrouver les chemins d'une croissance durable. Or, la robotisation croissante de l'économie a généré une augmentation spectaculaire de profits en reléguant l'humain hors des plans de développement économique. Cette situation est accentuée en France par les inégalités observées dans l'accès à l'éducation et à la formation. Une réalité sanctionnée par les dernières enquêtes PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves) où la France perd des places. Ces enquêtes pointent les inégalités qui touchent les enfants en France dans l'accès à l'éducation. Un pays qui forme ou éduque mal sa jeunesse, est menacé de déclin économique. Nous avons pu constater lors de l'épisode de confinement que malgré tous les efforts des enseignants près de 10% des enfants privés d'école avaient perdu pied et ne donnaient plus de nouvelles depuis maintenant plusieurs semaines.

Il faut une réponse non pas globale mais adaptée pour l'accessibilité à l'excellence d'un plus grand nombre d'enfants en matière d'instruction et de formation.

#### L'égalité par l'éducation

Nous constatons que la reproduction sociale fonctionne à plein tandis que l'ascenseur social est à l'arrêt.

Différentes enquêtes internationales démontrent que l'école française est la championne des inégalités qui persistent jusqu'à l'entrée dans le monde du travail.

L'accès à l'égalité réelle des élèves et des citoyenNEs ne peut se faire sans la mise en place d'une équité réelle des moyens pour l'obtenir. En effet, chaque citoyen est dans une situation unique et suivant chaque situation les besoins sont différents en moyen et en coût.

Nous défendons fermement l'idée d'un accès égal à la réussite scolaire pour tous les enfants de la Nation, notamment avec l'inclusion en école ordinaire des enfants handicapés.

Nous proposons d'augmenter les effectifs d'adultes dans les établissements scolaires.

Nous voulons également que la culture pénètre dans les quartiers dits difficiles et les zones rurales.

Il faudra acquérir de hautes formations et continuer à apprendre tout au long de sa vie. Les tests PISA, ont montré que le niveau des écoliers français était inférieur à la

moyenne de celui des pays de l'OCDE. Le système éducatif ne fonctionne pas bien : 150 000 élèves par an quittent le système scolaire sans diplôme.

Lors de la période de confinement que nous avons vécu, nous avons constaté que plus de 10% des enfants avaient été « perdus » par l'Education Nationale parce qu'ils ne disposaient pas des outils nécessaires pour pouvoir suivre les cours dispensés par les professeurs faute de matériel c'est pourquoi il va falloir multiplier des écoles de la 2ème chance qui concourent à offrir un rattrapage scolaire salubre.

### **Lutter contre la pauvreté**

En 2018, la précarité se généralise, la peur de l'avenir pour soi ou pour ses enfants touche des couches de plus en plus larges de la population. Nous ne devons pas accepter ces situations, nous ne devons pas considérer qu'elles sont sans issue. Il faut favoriser toutes les initiatives permettant de ne plus penser la pauvreté comme une fatalité.

Plus de 9.3 millions de Français sont pauvres, plus de 14% de la population française vit sous le seuil de pauvreté.

La période de confinement que nous connaissons a accru ces inégalités.

Nous l'avons constaté en particulier pour les logements.

C'est pourquoi Il faut lancer la construction d'un minimum de 150 000 logements sociaux par an dont 50% très sociaux et financés par le recours à des prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI. Au minimum, 75 000 logements seraient à très bas loyers. Un toit pour tous est une obligation.

Il est urgent d'assurer un minimum vieillesse et des pensions de retraite au moins équivalent au SMIC pour toutes et tous.

Il faut mener un combat volontariste avec les partenaires sociaux pour obtenir l'augmentation des salaires des femmes dans toutes les branches professionnelles. Nous avons vu que dans beaucoup de secteurs elles ont été en première ligne.

### **Une réforme de la politique envers les personnes dépendantes**

Il y a urgence à réformer notre système de prise en charge de la dépendance, Les structures familiales ont évolué et les personnes âgées ne sont plus accueillies dans les familles à la fin de leur vie. Les personnes âgées sont donc « placées » dans des maisons de retraites qui les accueillent. Cependant, la crise, les carrières hachées aboutissent à une forte diminution des revenus des retraités et malheureusement le reste à charge pour les familles ne cesse de croître.

Cette situation tend à créer encore davantage de difficultés financières en reportant le reste à charge sur la descendance qui est elle-même en difficulté

La dépendance est un risque et donc il convient de le couvrir.

Il faut créer une 5ème branche de la sécurité sociale dédiée à la problématique de la dépendance.

Notre proposition est collective et mutualiste.

Cette nouvelle branche aura pour mission de prendre en charge les dépenses liées à la perte de dépendance, comme les aides à domicile ou l'hébergement en maison de retraite.

Elle permettra également le développement de l'emploi dans le secteur de l'aide à la personne et permettra le développement d'une véritable filière professionnelle assurant une qualité de soins aux personnes âgées.

La création d'une contribution payée par tous dans le cadre de la solidarité permettra le financement d'une partie des dépenses.

Il faut réfléchir sérieusement à la construction de lieux d'hébergement qui se situent à mi-chemin entre le centre hospitalier gériatrique et l'EHPAD.

### **Les droits des femmes**

Les inégalités persistent dans de nombreux domaines : violences, inégalités salariales et professionnelles, sexisme... Face aux offensives répétées des conservateurs, il faut passer à la vitesse supérieure en matière d'égalité femmes-hommes. Nous vous proposons de construire ensemble un futur désirable, une société qui fait reculer les violences contre les femmes, qui améliore leurs conditions de vie et de travail, et qui fait de l'égalité un objectif partagé par toutes et tous.

Doublement du budget du ministère des droits des femmes pour mener des politiques d'ampleur contre les inégalités.

Allongement du congé paternité à 6 semaines, dont 11 jours obligatoires, pour répondre l'attente des jeunes parents et favoriser le partage des tâches parentales.

Une meilleure protection des femmes victimes de violences. Je créerai 4500 places d'hébergement spécialisé. Les plaintes seront mieux traitées, les poursuites systématiques et les jugements plus rapides.

Augmentation de 10% du minimum vieillesse, dont plus de la moitié des bénéficiaires sont des femmes seules.

Contrôle et des sanctions systématiques contre les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations en matière d'égalité professionnelle et la revalorisation des métiers majoritairement occupés par les femmes.

Un service public de la petite enfance, avec 250 000 nouvelles places d'accueil et des horaires adaptés. La scolarisation dès 2 ans sera développée.

Allongement du congé paternité à 6 semaines, dont 11 jours obligatoires, pour répondre l'attente des jeunes parents et favoriser le partage des tâches parentales.

Augmentation du nombre de centres de planification familiale et de structures pratiquant des IVG.

Ouverture **réelle** de la procréation médicalement assistée aux couples de femmes et aux femmes célibataires.

Acte 3 de la parité par l'augmentation des amendes aux partis, le non cumul dans le temps et l'introduction d'une dose de proportionnelle à l'Assemblée Nationale.

## **La protection de l'enfance**

L'éducation commence, non pas à deux ans à l'entrée à l'école maternelle, mais bien avant, dès la naissance.

Rappelons que deux enfants par jour meurent sous les coups de leurs parents en France !

Le nourrisson doit être protégé par ses parents. Mais le plus dur des métiers, celui de parents, ne bénéficie d'aucune formation. Aussi, lorsque des parents ont subi des maltraitements dans leur enfance, ils risquent de reproduire sur leurs enfants ce qu'eux-mêmes ont subi !

Nous proposons une aide éducative et une formation à une parentalité positive et non violente.

Cela permettra aux enfants d'être véritablement protégés dans les familles, dans les institutions et dans les associations.

Mettre fin à la mainmise des psychiatres sur l'éducation des enfants handicapés mentaux et autistes.

Demander l'application de la Loi du 10 juillet 2020, loi organise la sortie progressive d'un régime d'exception.

Solliciter des formations pour les jeunes parents, ainsi que pour les personnels ayant un travail auprès des enfants.

Si l'humanité veut rester en cohérence entre sa volonté de changement et ses actes, protection des femmes et enfants, liberté d'élever ou de travailler, homme ou femme, allocation jusqu'à la rentrée scolaire puis reprise de travail possible. Refus d'une non protection de la famille. Obligation aux entreprises d'au moins 50 salariés de réserver un lieu pour garde des enfants, CICE ou dividendes reversé à cet effet uniquement. Le salarié participera sur son salaire au fonctionnement de la garde des enfants à hauteur de 100€/petits salaire jusqu'à 1700€, 250€ jusqu'à 2700 € et 450€ au-delà. L'enfant est le devenir de la société, l'entreprise doit protéger la famille du salarié pour un respect et échange réciproque

## **La justice**

Nos libertés doivent être défendues plus fortement par une justice plus efficace. Elle doit être dotée de moyens qui lui permettent d'être plus rapide sans être expéditive.

L'administration pénitentiaire doit avoir les moyens de travailler sur la réinsertion et la prévention de la récidive, en s'appuyant sur l'action des associations de réinsertion.

Les libertés doivent être défendues contre le regain des attitudes nauséabondes qui ont repointé le bout de leur nez lors de la crise sanitaire qui nous frappe.

Etant donné que les magistrats rendent la justice au nom du peuple, il apparaît nécessaire que l'organe de contrôle et de sanction des magistrats, en l'occurrence le Conseil Supérieur de la Magistrature, soit contrôlé par le peuple et non plus par les magistrats, car cela crée un état dans l'état hors de tout contrôle citoyen.

Nous proposons que cette organe disciplinaire fonctionne sur la même base qu'une cour d'assise, et ainsi, ce dernier ne pourra plus être sujet à caution, ni considéré comme organisme partial et paritaire.

Il est impératif que les lanceurs d'alerte puissent être beaucoup mieux protégés avec un statut qui leur soit propre et qu'il y ait un réel suivi judiciaire des crimes et délits révélés.

## **Culture et médias**

Nous constatons que les médias font la part belle au sensationnel qui attire le lecteur ou le téléspectateur au détriment d'articles, de reportages, d'enquêtes et de débats de fond. Les journaux écrivent surtout ce que leurs lecteurs fidèles ont envie de lire et pas ce que leur conscience d'éditorialistes libres aurait envie de coucher sur le papier.

Le flux d'informations accessibles aux citoyenNes est devenu considérable. Une information chasse rapidement l'autre. Les citoyenNes ne sont plus en capacité d'en distinguer la véracité.

Nous proposons que les citoyenNes quel que soit leur âge soient formés à exercer leur esprit critique dans le cadre de l'éducation nationale, de l'éducation populaire, des associations.